

Questions orales

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, c'est avec grand plaisir que je vais étudier la question.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LE RAPPORT HALL SUR LA PENSION DE RETRAITE DES CHEMINOTS

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre du Travail. Peut-il dire si nous pouvons compter recevoir bientôt le rapport du Dr Noel Hall sur son étude d'ensemble des pensions de retraite des chemins de fer?

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je suis aussi impatient que le député d'en connaître les résultats, et j'espère les avoir très bientôt.

* * *

[Français]

L'ÉNERGIE

ON DEMANDE OÙ EN SONT RENDUS LES POURPARLERS SUR L'ÉTABLISSEMENT D'UNE USINE D'URANIUM ENRICHÉ AU QUÉBEC

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

J'aimerais demander à l'honorable ministre où en est rendu le dossier relatif aux pourparlers avec la province de Québec au sujet de l'usine de l'uranium enrichi. Est-ce que la province de Québec a cédé ce dossier ou ses responsabilités au gouvernement ou est-ce que le ministre a rencontré dernièrement le ministre responsable à Québec pour en arriver à une conclusion?

[Traduction]

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, il y a eu de nombreux pourparlers entre mes services et ceux du gouvernement du Québec. Ce qui a été convenu, je pense, c'est que le Québec effectuera de son côté une étude préliminaire ou définitive de faisabilité. Quant à nous, nous allons entreprendre une étude portant sur les facteurs économiques et autres dont il faut tenir compte dans ce projet d'importance.

[Français]

M. La Salle: Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

La semaine dernière M. Villeneuve, représentant et directeur des transports de l'Hydro-Québec, devant un représentant de l'Office national de l'énergie du gouvernement fédéral, M. Farmer, a déclaré qu'Ottawa pourrait bien forcer l'Hydro-Québec à vendre son électricité. Il a également dit qu'une demande de l'Hydro-Québec est faite depuis 15 mois, attendant toujours la réponse de l'Office national de l'énergie. Le ministre est-il en mesure de dire à la Chambre si c'est l'intention d'Ottawa de forcer le

[M. Diefenbaker.]

Québec à augmenter ses taux. De plus, est-il en mesure de dire si Québec aura une réponse bientôt?

[Traduction]

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, nous ne voulons forcer personne à faire quoi que ce soit.

* * *

LES JEUX OLYMPIQUES

L'OPPORTUNITÉ D'UNE ENQUÊTE SUR L'ADJUDICATION DES CONTRATS ET SUR LES COÛTS

M. Otto Jelinek (High Park-Humber Valley): Monsieur l'Orateur, ma question se rattache à une question qui a déjà été posée au premier ministre au sujet des Jeux olympiques. Je constate avec plaisir que, dans ses réponses, le premier ministre manifeste maintenant pour les jeux un intérêt qui contraste nettement avec sa prise de position antérieure et son refus de laisser le gouvernement fédéral verser un cent pour ce projet.

Compte tenu des nombreuses difficultés et irrégularités signalées dans l'adjudication des marchés, des problèmes de sécurité et autres, ainsi que de l'escalade continue du prix de revient, qui, aux dernières nouvelles, atteindrait le milliard indépendamment des 200 millions reçus en subventions fédérales et directes, le premier ministre ne voudrait-il pas confier à l'administration fédérale le soin de procéder à une enquête minutieuse et de présenter ensuite un rapport à la Chambre sur l'adjudication des contrats, sur l'escalade des coûts et sur les autres problèmes, afin de limiter au moins la pagaille?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je suis certain qu'il ne l'a pas fait exprès, mais le député vient d'induire la Chambre; en erreur en disant que j'avais déclaré que le gouvernement ne payerait pas un cent. De fait, lors de ma déclaration initiale au Parlement, lorsque j'ai répondu à la demande du maire Drapeau et du COJO, j'ai bien expliqué que nous ne comblions pas les déficits, et ainsi de suite, mais que nous payerions certaines choses dans le cadre de la participation du gouvernement fédéral. J'ai mentionné les services de Radio-Canada, la police, l'armée, les services diplomatiques et ainsi de suite, et le député ne devrait pas essayer de donner l'impression que je suis en train de modifier la position du gouvernement. Nous avons toujours la même position.

Si le député propose que nous prenions les choses en main et que nous acceptions d'assumer une partie du déficit, je suis certain que bien des Canadiens l'appuieront, mais j'aimerais qu'il précise sa pensée.

Des voix: Bravo!

M. Jelinek: Avant de poser ma question supplémentaire, j'aimerais préciser ma position. Je n'essaye pas d'induire la Chambre en erreur, mais j'avais l'impression que le premier ministre avait tenu ces propos avant la présentation du premier bill sur les Jeux olympiques à la Chambre.

Des voix: Oh, oh!

M. Jelinek: Ma question supplémentaire est, de fait, semblable à ma première question. Étant donné tous les problèmes que doivent résoudre la ville de Montréal et le COJO, j'aimerais demander au premier ministre s'il serait disposé à autoriser une enquête afin d'aider la ville de Montréal et le COJO à résoudre leurs problèmes.